

**Le F.I.S. algérien envoie des milliers de jeunes prolétaires révoltés au massacre pour le salut du capital marchand et des anciennes classes moyennes réactionnaires locales.
Plaidoyer en faveur des martyrs prolétariens d'une cause contre-révolutionnaire.**

A l'intérieur du camp prolétarien règne la plus grande confusion au sujet de la nature et des finalités de la lutte armée engagée en Algérie par la mouvance islamiste. En France comme en Algérie, les interprétations les plus disparates furent, toutes erronées et inaptées à résister à l'épreuve des faits. La tentative de renversement par les armes du pouvoir politique en Algérie constitue une donnée essentielle de l'avenir de la lutte de classes dans le Maghreb, en Afrique du Nord et centrale, dans l'aire arabe, dans le « monde musulman » et dans les pays capitalistes forts du nord de la Méditerranée.

Aussi, pour le capital, le développement et l'issue de la « crise » algérienne sont de la plus haute importance pour la définition des nouveaux rapports géostratégiques régionaux, de la division internationale du travail social, des mouvements de main d'oeuvre, de la fixation du prix de marché des matières premières et auxiliaires d'origine organique (hydrocarbures) et des relations réciproques entre les trois formes de fonction du capital total (capital productif, capital marchand et capital porteur d'intérêt).

En France, l'impact des « événements » algériens est grand car cette ancienne puissance coloniale et ce pays impérialiste de premier ordre est lié par une histoire séculaire aux destinées de ce pays d'Afrique du Nord. La « décolonisation » engagée au début des années soixante ne s'est pas faite sans heurts majeurs. Au contraire, celle-ci a profondément marqué le mode de production capitaliste des deux côtés de la Méditerranée, a, lourdement modifié la morphologie du marché du travail en France et a eu une énorme incidence sur l'Etat capitaliste, son administration civile et militaire, ainsi que sur le mouvement ouvrier de cette nation.

La lutte de libération nationale algérienne a imposé à l'Etat et au capital français de revoir nombre de ses mécanismes capitalistes d'accumulation spécifiques (colonialisme archaïque), la configuration des liens entre société civile et Etat (constitution matérielle de la communauté illusoire, formation et reproduction du bloc social réactionnaire), ainsi que les modalités de rassemblement des conditions subjectives de la production sociale (reproduction de la classe ouvrière, détermination du marché du travail).

Les ouvriers de France et leurs mouvements resteront marqués d'une trace indélébile par la lutte armée de libération nationale de leurs frères algériens : les agitations prolétariennes et le grand mouvement revendicatif de Mai 68, en réalité, ont été davantage préparés par celle-ci que par le détonateur contingent de la révolte lycéenne et estudiantine du même mois. Les ouvriers algériens en France sont pour une

bonne part dans la jonction établie entre les combats contre l'impérialisme et le colonialisme français du début des années soixante et les luttes indépendantes dans les usines de la fin des années soixante et des années soixante-dix. Les jeunes ouvriers maghrébins sont, dans ces années-là, à la pointe de la critique pratique des syndicats d'Etat, du réformisme bourgeois stalinien et social-démocrate et s'engagent avec enthousiasme dans les tentatives d'organisation autonome de la classe exploitée.

La crise politique du sommet de l'Etat capitaliste français de Mai 68 est tout autant déterminée par les luttes « économiques » ouvrières que par la difficulté rencontrée par le comité d'affaires de la bourgeoisie de résorber les conséquences économiques, politiques et militaires de la « guerre d'Algérie ». La dureté des combats et l'engagement massif et décidé du prolétariat algérien aux côtés du F.L.N., ainsi que celui, tout aussi conséquent, de la partie « française » de la société civile du territoire colonisé aux côtés des « frondeurs » de l'OAS, ont mis à mal le projet gaulliste et nationaliste petit-bourgeois algérien de modifier, sans fondamentalement changer, les relations entre la France et l'Algérie nouvelle.

Certes, au plan économique, les rapports entre pays anciennement colonial - et toujours impérialiste - et pays prétendument libéré, s'inscrivent sans anicroches majeures dans le cadre du traditionnel échange inégal fondé sur le différentiel de productivité du travail social entre les deux pays et sur le lourd héritage de la division régionale du travail. Ainsi, la France reste-t-elle le pays de référence pour les marchandises algériennes exportées, pour la recherche de lignes de crédit à l'exportation et pour le financement des dépenses improductives en tout genre et des investissements productifs. De même, c'est encore et toujours la France qui exporte le plus vers l'Algérie et qui équipe son appareil industriel. Aussi, les timides tentatives du nouveau régime en place de bâtir un véritable marché intérieur et de favoriser l'apparition d'une forte classe capitaliste « nationale », de diversifier la production industrielle, de développer l'agriculture capitaliste et de réduire la dépendance financière vis à vis de la France échoueront définitivement avec la sortie de la crise mondiale, dite pétrolière, de 1974-75.

Cependant, malgré tout cela et peut-être à cause de cela, l'Algérie « indépendante » ne parviendra jamais à se stabiliser, les prolétaires algériens ne verront à aucun moment diminuer leur rancœur à l'égard de la France et la « question algérienne » subsistera comme une importante épine dans le pied de ce pays impérialiste. L'Algérie est un pays débordant de forces productives inexploitées, avec un prolétariat jeune et nombreux, présent en force en France où cette fraction du prolétariat algérien, y vit fière et peu « assimilée ». Ainsi est-elle pour cette raison de plus en plus victime de discriminations professionnelles, ethniques, religieuses, etc. (notamment les prolétaires algériens arabes) sur les lieux de travail, au marché du travail, à l'école, dans les quartiers...

Progressivement, elle est mise à l'écart de la production capitaliste (réduction absolue de la masse de main d'oeuvre non-qualifiée nécessaire à la production) ; elle est peu « formée », voire « oubliée », par la maudite « Ecole laïque et égalitaire républicaine » française ; elle a été parquée dans des quartiers-ghetto qui peu à peu deviennent mono-ethniques ; elle est lâchée par la bourgeoisie algérienne et son Etat parce qu'elle défaille, à mesure de sa paupérisation, à la « tâche » de renflouer en devises fortes le pays d'origine (l'argent des émigrants) ; elle se voit soumise à une forte pression administrative de la part de l'Etat français (obtention de visas,

autorisations de travail, permis de séjour). Le jeune prolétaire algérien, en France comme dans « son » pays depuis les émeutes du pain de 1988, devient l'incarnation parfaite des « classes dangereuses » : il est considéré, dès son plus jeune âge, par la bourgeoisie des deux côtés de la Méditerranée comme un « sujet à traiter » par la force.

La classe ouvrière « française », malheureusement, n'a jamais fait sienne, d'une façon claire et définitive, la nécessaire attitude solidaire du prolétariat du pays impérialiste à l'égard des frères de classe immigrés ou pas du pays colonisé. Jamais, depuis l'indépendance accordée par le Général De Gaulle à l'Algérie, on a pu voir, dans ce pays, le prolétariat « autochtone » appliquer dans les faits et pour une longue période la ligne de la main tendue, préalablement et sans conditions, aux sans-réserves immigrés maghrébins ou d'ailleurs. Même si on a pu constater, ici ou là et à plusieurs reprises, des actes allant dans ce sens, la fraction « française » de la classe exploitée est globalement restée neutre durant le combat livré par la bourgeoisie impérialiste contre la fraction « immigrée ». L'indigne canaille stalinienne, social-démocrate et gauchiste française a verrouillé ce comportement ouvrier subalterne à sa propre bourgeoisie avec un solide cadenas idéologique nationaliste et impérialiste.

Ainsi, la concurrence entre vendeurs de la marchandise force-de-travail, déjà prioritairement aggravée par des crises cycliques de valorisation du capital de plus en plus graves, s'est ultérieurement exacerbée et a permis, au sein même du prolétariat « français et immigré », l'émergence puissante de formations et idéologies ouvertement réactionnaires, anti-ouvrières, racistes, sexistes, nationalistes, religieuses, etc. En France, nous assistons ainsi au « retour du populisme nationaliste et fasciste » parmi certains anciens « clients » prolétariens des boutiques stalinienne et en Algérie, à la suite de la défaite sanglante d'Octobre 1988, à l'enracinement de la « mouvance islamiste ».

Le F.I.S. et ses appendices constituent un mouvement réactionnaire dont la doctrine et le programme politiques sont « enjolivés » et sacralisés par la revendication de la variante théocratique de l'idéologie islamique. L'Islam, durant la première période de son expansion, est une expression religieuse et politique du féodalisme triomphant de la péninsule arabique, du capital marchand non centralisé de l'aire proche et moyen-orientale, du nomadisme pillard et marchand des tribus d'Afrique du Nord. A son surgissement, c'est une idéologie progressiste car elle favorise la constitution de grandes puissances féodales et marchandes et contribue à unifier l'appareil de l'Etat et hiérarchie religieuse en établissant, avec le califat, la suprématie du premier sur la deuxième (théocratie renversée à la Frédéric 1er, dit Barberousse - 12ème siècle) et l'avènement du régime monarchique absolu (Empire Ottoman). Mais, au fil du temps, il traverse et subit lui aussi l'inéluctable processus de dislocation et de dilution des religions par et dans le capitalisme.

Le seul véritable élément de continuité, mise à part la reprise du folklore suranné, meurtrier, anti-prolétarien et sexiste de la « loi coranique », entre lesdits « intégristes musulmans » algériens d'aujourd'hui et l'Islam historique consiste en la défense du capital marchand non concentré et non centralisé. L'Islam militant présent exprime, dans les territoires où historiquement il existe, les intérêts politiques et économiques de cette fraction du capital total contre l'Etat centralisé, le capital productif et le capital porteur d'intérêt. Sa base sociologique est souvent constituée par les couches moyennes non salariées, les prolétaires surnuméraires, les prolétaires du secteur marchand non concentré et non centralisé et par le sous-prolétariat des villes.

Son programme économique se résume en la demande d'atténuation de la pression fiscale sur les commerçants, les artisans et les P.M.E., sur l'abandon de toute politique industrielle digne de ce nom de la part de l'Etat, sur une différente répartition de la plus-value sociale entre profit industriel, intérêt et profit commercial qui avantagerait ce dernier, sur une fermeture des frontières aux marchandises moins chères fabriquées à l'étranger en conditions productives plus favorables, sur le pillage à peine déguisé des ressources naturelles disponibles - hydrocarbures - aux moindres frais (désinvestissements, entrave au mouvement de péréquation du capital entre les différents secteurs de l'économie et entre formes de fonction du capital total).

Son rapport à la classe exploitée est imbibé de piétisme, de paternalisme autoritaire, de solidarisme sans moyens, de violence et de despotisme. La militarisation du travail, l'expulsion des femmes de la production sociale et leur relégation systématique au foyer, la criminalisation des comportements « déviants », le racisme et la discrimination religieuse sont ses meilleurs « outils » de division de la classe et de commandement là où il a accédé au pouvoir politique (Iran, Arabie Saoudite). Il ne représente en aucune manière la tendance historique générale à l'établissement de mécanismes institutionnels de « démocratie sociale » comme moyen central de dévitalisation de la classe révolutionnaire. Il est, plutôt, l'expression particulière de la grave crise fiscale de l'Etat algérien (dont la « corruption » déferlante est un épiphénomène constant sous tous les cieux et dans toutes les latitudes) et de la décomposition de la communauté illusoire du capital dans ce pays.

Son emprise sur des secteurs non négligeables de prolétariat algérien découle également en grande partie de facteurs objectifs conjoncturels et « structurels » qui ne dépendent nullement de son action volontaire :

- la crise financière de l'Etat-patron et les interruptions répétées enregistrées dans le circuit de circulation du capital porteur d'intérêt (système de crédit) qui lui est soumis ;
- la dépression désormais chronique du prix de marché des produits dérivés de l'extraction d'hydrocarbures, accompagnée par la conséquente faillite d'un mode de production capitaliste spécifique basé sur la priorité donnée au secteur énergétique ;
- le ratage par la bourgeoisie locale, et il ne pouvait pas en être autrement dans les conditions de l'affirmation et du plein développement du marché mondial des marchandises capitalistes et du passage global à la soumission réelle du travail social au capital (grande industrie mécanisée), du rendez-vous avec l'établissement d'une souveraineté nationale proprement dite (fort marché intérieur, développement capitaliste industriel accéléré, formation d'une nombreuse classe ouvrière occupée) ;
- l'aggravation du décalage existant entre productivité du travail social en Algérie et dans les autres pays avec lesquels elle est en relations productives et commerciales denses. La division régionale du travail est de plus en plus défavorable à l'Algérie et les échanges de celle-ci avec les pays capitalistes forts, France en tête, deviennent de plus en plus inégaux et désavantageux ;
- la cessation de toute tentative de changement d'aire géostratégique qui coïncide avec l'avènement d'une crise de valorisation du capital d'une gravité sans précédents dans l'ancien bloc russo-centrique et l'écrasement systématique, par les puissances impérialistes coalisées, de l'élan « indépendantiste » (Grand Maghreb, Panarabisme) - forcément velléitaire - de certaines fractions des bourgeoisies et des petites-bourgeoisies des pays arabes (Palestine, Libye, Egypte de Nasser...).

Aux facteurs objectifs qui concernent directement le capital algérien s'ajoutent, dans l'explication de la pénétration des islamistes en milieu prolétarien, des causes qui tiennent à l'aggravation de la condition de la classe exploitée dans ce pays et à l'épilogue défavorable de ses mouvements récents pour s'en affranchir. On citera :

- l'échec enregistré par la lutte pour la reconnaissance de la langue et de l'« identité culturelle » berbères de la première moitié des années quatre-vingt ;
- la défaite militaire infligée par l'Etat à l'insurrection prolétarienne des villes algériennes contre l'augmentation des prix de marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail ;
- l'arrêt de l'extension numérique de la classe ouvrière ayant un emploi, la progression rapide du chômage des jeunes prolétaires (croissance massive de la surpopulation, désindustrialisation) ;
- le basculement d'une partie non négligeable de la surpopulation ouvrière stagnante dans le sous-prolétariat ;
- le ralentissement, voire l'interruption, du processus de prolétarisation de la paysannerie et des couches moyennes inférieures non salariées des villes qui, au fil des dernières graves crises cycliques de l'accumulation du capital en Algérie, ont plutôt manifesté une tendance marquée à la sous-prolétarisation.

La « mouvance islamiste » a su capitaliser à la fois la crise politique du sommet de l'Etat capitaliste et celle, politique et « structurelle », de la classe ouvrière. Elle s'est présentée au rendez-vous avec l'Histoire, avec une image de radicalité (lutte irréductible contre le pouvoir politique athée), de « probité » (religion comme caution) et d'anti-impérialisme conséquent (combat contre l'Occident et les démocraties populaires corrompues et anti-musulmanes). L'islamisme politique algérien, pourtant abondamment soutenu par les richissimes rentiers princiers d'Arabie Saoudite et, en sous-main, par le « Grand Satan » yankee, a ainsi pu capitaliser la haine de classe à l'encontre du régime sanguinaire et franchement anti-prolétarien du F.L.N. pour l'orienter dans la direction d'une vulgaire lutte inter-bourgeoise briguant le changement de l'équipe dirigeante au sommet de l'Etat.

Aux prolétaires algériens, aujourd'hui profondément divisés entre ayant un emploi et sans-travail, entre « jeunes » et « vieux », entre arabes et kabyles, entre hommes et femmes, entre ouvriers de l'industrie manufacturière et extractive et semi-prolétaires de la distribution et des services et entre émigrés et « restés sur place », le F.I.S. « propose » de rendre ces séparations permanentes :

- les sans-emploi sont l'objet d'une attention particulière par un travail capillaire d'embrigadement dans les quartiers, alors que les ouvriers occupés, leurs luttes défensives et leur organisation sont délaissées ou, pire, condamnées ;
- les « jeunes », prolétaires sans-emploi et sous-prolétaires, sont choyés, car ils constituent une « main d'oeuvre » courageuse et désespérée de premier choix, alors que les prolétaires d'âge moyen ou élevé sont soupçonnés d'être corrompus par les vieux partis de pouvoir ou les formations « communistes et athées » de l'ancienne opposition légale ;
- les Algériens arabes sont assimilés d'office à l'Islam, tandis que la communauté kabyle est niée en tant que telle et fait l'objet de visées appuyées de négation autoritaire de sa spécificité nationale et de « reislamisation » forcée ;

- les femmes prolétaires sont définitivement reléguées à la maison et sont victimes d'une répression particulière qui vise à les soumettre encore plus à l'homme. Leur corps et leurs esprit sont meurtris et emprisonnés par une « Loi » musulmane réactionnaire.

Le F.I.S., après avoir tenté de composer avec un pouvoir politique qui avait contribué à le produire ¹ (une partie du groupe dirigeant du mouvement est issu du F.L.N.) et qui l'a ensuite mis hors la loi, après avoir essayé de conquérir l'Etat par voie parlementaire et démocratique, a dû se résigner, pour éviter de disparaître, au déclenchement d'une lutte armée modérée et bien maîtrisée afin d'obtenir la reconnaissance du verdict électoral. Mais il n'a pas compté avec les aspirations, certes confuses mais fermes, des prolétaires en révolte contre le régime en place et qui ont fait du F.I.S. leur expression politique. Les coups violents de la répression s'y sont ajoutés et ont entraîné des pans entiers de la « mouvance islamiste » en un combat singulier de plus en plus meurtrier et politiquement incontrôlable ².

A la fois incapables et, au fond, hostiles au déclenchement d'une véritable guerre civile de classes, les chefs du F.I.S. ont tenté, sans succès, de dompter la bête prolétarienne que, à leur corps défendant, ils avaient contribué à réveiller. Ainsi, des couches du prolétariat, notamment parmi les surnuméraires plus jeunes, ont trouvé, dans le déferlement des combats, l'occasion de noyer leur désespoir et de se venger d'une machine répressive et administrative civile qui les avait écrasés sans pitié en Octobre 1988. Le sous-prolétariat, à son tour, a importé dans l'affrontement armé avec l'appareil de l'Etat, les méthodes criminelles qui lui sont propres. Par conséquent, si une réelle guerre civile de classes n'a et n'aura pas lieu, la société civile algérienne dans son ensemble est en proie à la guerre privée entre le sous-prolétariat et l'outil armé du régime.

En conclusion, si dans la lutte armée « islamiste » en Algérie sont prioritairement représentés les intérêts matériels de segments de classes et demi-classes réactionnaires (sous-prolétariat, petite bourgeoisie paupérisée non salariée, capital marchand peu centralisé et peu concentré), s'y additionnent des poussées collectives violentes d'une fraction politiquement inexpérimentée du prolétariat (jeunes prolétaires surnuméraires des villes). Pour des milliers de jeunes sans-réserves enragés et impatients, le combat « islamiste » est aujourd'hui la seule issue concrète pour exprimer leur juste haine de classe, leur soif de vengeance. Pour les communistes, il n'est pas question de cautionner une telle démarche, mais il serait criminel de ne pas

¹ « La comparaison entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite semble surprenante, et pourtant j'avais montré pour l'Algérie combien l'Islam réformiste, celui des Ulama nationalistes, avait progressé en même temps que progressait le jacobinisme algérien ; la violence des groupes islamistes en Algérie me paraît être la réponse claire à cette caractéristique de l'Etat algérien moniste à la Janus : un visage jacobin et une face islamique. » **Bruno Etienne**, L'islamisme radical, Hachette, 1987.

² « Quand éclatèrent les émeutes de novembre 1988, ces derniers [le F.I.S.] ne firent que rejoindre un événement dont ils n'avaient pas eu l'initiative. En revanche, l'ouverture du système politique permit la constitution du Front islamique de salut, le FIS. Considéré avec sympathie par la tendance 'arabo-islamique' du FLN, qui lui facilita l'accès aux cercles du pouvoir, il se montra aussi très vite capable de fédérer les forces multiples issues des réseaux de réislamisation 'par le bas', au niveau des quartiers. Et la nature municipale du scrutin de juin 1990 convenait parfaitement à la marche du Front vers le pouvoir, en lui permettant d'améliorer encore son emprise locale. »

Gilles Kepel, La revanche de Dieu, Seuil, 1990.

entendre aussi, dans le vacarme du spectacle tragique de la lutte armée « islamiste » en Algérie, le cri de guerre désespéré d'un prolétariat battu, divisé et désorienté.

Ces quelques analyses et considérations doivent fonder et orienter la ligne de conduite communiste dans la situation algérienne actuelle. Elle s'écarte complètement des interprétations idéologiques bourgeoises et petites-bourgeoises courantes pour lesquelles le F.I.S. serait une organisation « religieuse intégriste » venue du tréfonds du Moyen-Age, donc abstraite des rapports capitalistes de production, et non une formation politique bourgeoise moderne qui emprunte la carapace idéologique méta-historique de l'Islam pour incarner les intérêts de certaines fractions des classes dominantes du pays ³. Pour ces messieurs, en Algérie, se jouerait une partie mortelle entre obscurantisme et modernité, entre « Droits de l'homme » et totalitarisme, entre « Progrès » et « Réaction », entre « Laïcité » et « irrationnel », etc.. Ainsi, la bonne position consisterait en la lutte pour la sempiternelle Démocratie et, comme moindre mal, en la défense du régime d'exception « perfectible » des militaires et du F.L.N..

De son côté, les communistes ne peuvent pas demeurer indifférents face au carnage de prolétaires perpétré par les forces armées de l'Etat, sans pour autant tomber dans le piège du suivisme et du soutien à la lutte armée actuellement menée en Algérie

⁴.

³ « *Le FIS n'est pas un parti religieux. La forme de son discours est religieuse mais son contenu est politique. Et paradoxalement il est moderne, car il reproduit une contestation politique moderne et non pas médiévale. Il y est question de logement, de travail, de conditions de vie, de dignité, d'égalité des citoyens...* » **Lahouari Addi**, professeur de sociologie politique à l'université d'Oran, entretien accordé au mensuel Enjeux Les Echos, janvier 1995.

⁴ Quelques anarchistes d'ici en mal de révolte individuelle se cachent derrière l'appartenance à la classe prolétarienne de bon nombre des combattants des mouvements « islamistes » pour « soutenir », bien au chaud dans leurs charmantes chambrettes de petits-bourgeois bien nourris, la lutte armée en Algérie. Pour ce faire, ils font mine d'oublier que ces prolétaires sont les premières victimes de la cause contre-révolutionnaire pour laquelle, nombre d'entre eux, souffrent et meurent. Certains autres groupes prétendent révolutionnaires des pays impérialistes, en revanche, deviennent des partisans indirects objectifs de la répression anti-prolétarienne en Algérie lorsqu'ils se bornent à renvoyer dos à dos les « arguments » politiques des deux adversaires officiels de la guerre, sans percevoir, derrière cela, le conflit entre les classes et la position qui y occupe le prolétariat. Cela se fait, bien sur, au nom d'une grande « pureté » de principes et du prétendu refus de l'amalgame entre prolétariat, sous-prolétariat, classes moyennes et classes dominantes.

« *Quand je vois des sociaux-démocrates qui déclarent avec superbe et vanité : nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, ni des bandits, nous sommes au-dessus de ces choses-là, nous renions la guerre des partisans, je me demande : comprennent-elles, ces personnes, ce qu'elles disent ?... Ils disent : la guerre des partisans rapproche le prolétariat conscient aux ivrognes invétérés, aux clochards. C'est vrai. Mais de cela découle seulement que le parti du prolétariat ne peut jamais considérer la guerre des partisans comme l'unique et même comme le principal moyen de lutte ; que ce moyen doit être subordonné à d'autres, qu'il doit être mis en corrélation avec les moyens principaux de lutte, qu'il doit être ennobli par l'influence éducative et organisationnelle du socialisme. Or, sans cette dernière condition, tous, absolument tous les moyens de lutte dans la société bourgeoise rapprochent le prolétariat à différentes couches non prolétariennes, situées au-dessus ou en dessous de lui, et, abandonnés au cours spontané des choses, ces moyens s'usent, se dénaturent, se prostituent. Les grèves, abandonnées au cours spontané des choses, dégénèrent en « Alliances », accords entre ouvriers et patrons à détriment des consommateurs... La social-démocratie ne connaît pas de moyens universels de lutte, moyens qu'ils soient à même de séparer le prolétariat des couches qui sont un peu au-dessus ou en dessous de lui.* »

Lénine A propos de la guerre des partisans - septembre/octobre 1906.

Dans ce conflit, l'absence de toute organisation politique indépendante de la classe exploitée pesera lourd sur l'épilogue de l'affrontement. Dans de telles circonstances, la poursuite de la lutte des jeunes prolétaires algériens sous les drapeaux de l'Islam ne promet rien de bon pour l'avenir proche de la classe exploitée. Les communistes ne sont donc pas favorables à sa continuation et combattent avec détermination la gangrène « islamiste » au sein du prolétariat algérien en France et, lorsque les conditions subjectives le permettront, en Algérie même.

Toutefois, toutes choses égales par ailleurs, le communisme, face et à mesure de l'impossibilité de préparer à court terme une solution véritablement révolutionnaire à la crise capitaliste en Algérie, souhaite que dans l'engagement militaire présent :

1. l'impérialisme le plus fort de la région, le français, et ses valets algériens soient frappés partout et le plus durement possible ;
2. le régime d'exception des militaires et du F.L.N. tombe ;
3. la démoralisation et le sacrifice des énergies et du sang des prolétaires algériens soient le plus possible limités ;
4. la nature mystificatrice et profondément anti-ouvrière de la variante « islamiste » éclate rapidement au grand jour, même, s'il le faut, au prix de son ascension au pouvoir de l'Etat ;
5. des luttes « économiques » de la classe ouvrière industrielle algérienne montrent la voie de la reprise de la guerre de classes dans le pays ;
6. la classe ouvrière française, affligée elle-aussi par une nette aggravation de sa condition, fasse enfin preuve de solidarité réelle à l'encontre de ses frères immigrés et, par cela, cesse d'approfondir la concurrence en son sein.

Bruxelles, Paris 01.01.95.